

mencement des négociations, la France et la Russie avaient sollicité le gouvernement britannique de faire immédiatement avec elles une déclaration de complète solidarité (24 juillet). Le président de la République française réitéra sa demande, la faisant plus pressante le 30 juillet. Sir Edward Grey pensait pouvoir rendre de plus grands services dans son rôle de médiateur, en conservant aussi longtemps que possible une attitude détachée. De plus le gouvernement ne désirait pas intervenir avant que l'honneur et les intérêts du pays le rendissent nécessaire. En même temps Sir Edward Grey tenait à déclarer que des circonstances pourraient survenir qui rendraient impossible à l'Angleterre de se tenir à l'écart.

Les documents officiels montrent donc quels efforts persévérants furent faits par Sir Edward Grey pour maintenir la paix de l'Europe, et par qui ces efforts furent rendus inutiles.

Ils montrent aussi combien le gouvernement britannique fut lent à engager la Grande-Bretagne dans la guerre; si elle y fut finalement entraînée, c'est pour des causes tout à fait indépendantes de l'affaire des Balkans.

*La proposition de l'Allemagne à l'Angleterre.*

Le jour décisif était le 29 juillet 1914. Ce jour-là le chancelier allemand qui revenait de chez l'empereur à Potsdam envoya chercher Sir E. Goschen, ambassadeur anglais à Berlin, et eut avec lui une conversation qui sera toujours mémorable dans l'histoire. Le chancelier dévoila dans son entretien que l'Allemagne se préparait à attaquer la France par la Belgique, et il continua en proposant un marché pour s'assurer la neutralité de l'Angleterre dans la guerre imminente. Voici quels étaient les termes du marché offert: (1) Premièrement, l'Angleterre devait rester à l'écart, pendant que la France était écrasée, à condition que l'Allemagne "ne prétendit à aucune acquisition du territoire de la France". Sir E. Goschen "interrogea son Excellence au sujet des colonies françaises, et il dit qu'il ne pouvait donner la même réponse à ce sujet". L'Angleterre devait, en cachant ses intentions à la France, consentir à ce que l'Allemagne s'emparât des colonies françaises si la France était battue. (2) Deuxièmement, l'Angleterre, en cachant ses intentions à la Belgique, devait consentir à la violation de